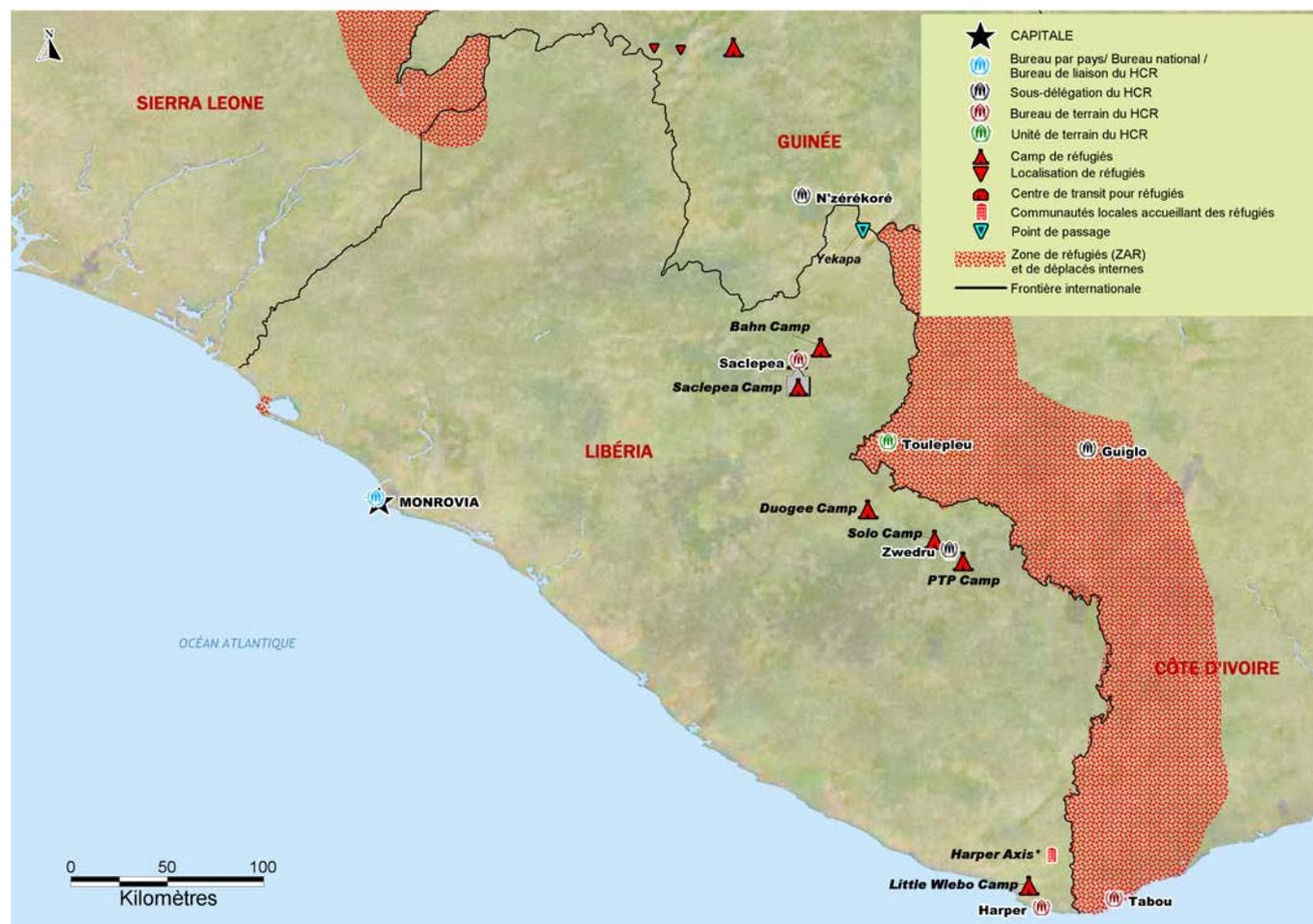


LIBÉRIA



Environnement opérationnel

Contexte

La situation socio-économique demeure très difficile au Libéria, qui se remet lentement de longues années de guerre civile. Cependant, l'élection d'une lauréate du prix Nobel de la paix, bénéficiant du soutien de la communauté internationale, à la présidence en 2011 a instauré un environnement plus favorable pour les organisations humanitaires et de développement.

Le nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile présents au Libéria a augmenté de manière significative au milieu de l'année

2011, suite aux troubles déclenchés en Côte d'Ivoire par l'élection présidentielle de décembre 2010. Alors qu'au début 2010, le Libéria accueillait moins de 7 000 réfugiés, ils étaient plus de 128 000 en janvier 2012, pour la plupart originaires de Côte d'Ivoire. Ces réfugiés ont été autorisés à pénétrer librement dans le pays, où ils se sont vu accorder d'emblée (*prima facie*) le statut de réfugié.

En juin, sept soldats de la paix des Nations Unies ont été tués lors d'un incident dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Par conséquent, le Gouvernement libérien a décidé de fermer sa frontière avec ce pays, sauf pour raisons humanitaires. Les conditions de sécurité précaires qui ont régné en Côte d'Ivoire suite à cet incident ont réduit le rythme des rapatriements librement consentis et ont provoqué un

Chiffres prévisionnels pour le Libéria

TYPE DE POPULATION	ORIGINE	JAN. 2013		DÉC. 2013	
		TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR	TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR
Réfugiés	Côte d'Ivoire	66 420	66 420	50 420	50 420
	Guinée	570	570	470	470
	Sierra Leone	160	160	140	140
	Pays divers	70	70	90	90
Assimilés réfugiés	Pays divers	10	10	-	-
Demandeurs d'asile	Guinée	-	-	10	10
	Pays divers	80	80	30	30
Réfugiés rapatriés	Libéria	24 610	24 610	4 880	4 880
Total		91 920	91 920	56 040	56 040



Des réfugiés ivoiriens s'initient à l'élevage des escargots au camp de Saclepea.

nouvel afflux de réfugiés ivoiriens au Libéria (Environ 4 100 nouveaux arrivants en deux mois).

Au vu du processus de paix et de développement amorcé au Libéria, les clauses de cessation (voir le *Glossaire*) ont été appliquées le 30 juin 2012 aux réfugiés libériens. Le HCR aide les autorités libériennes à délivrer des passeports à ceux qui ont opté pour l'intégration sur place dans leur pays d'asile. Outre les clauses de cessation, des campagnes d'information massives, ainsi que l'augmentation, en mars 2012, du montant des allocations de réintégration, ont incité un nombre accru de réfugiés libériens à regagner leur pays. Alors que le HCR avait tablé sur le retour de 11 000 individus, plus de 18 000 rapatriements avaient été enregistrés au 31 août 2012, principalement en provenance de Côte d'Ivoire, du Ghana, du Nigéria, de Guinée et de divers autres pays d'Afrique occidentale.

● Besoins

En ce qui concerne les réfugiés libériens, les efforts déployés par le HCR pour faciliter leur rapatriement librement consenti risquent de se heurter à des difficultés.

Pour ce qui est des réfugiés ivoiriens, dont le nombre au Libéria est estimé à environ 60 000 à la fin 2012, la fourniture de vivres, d'abris et de biens essentiels et l'accès aux services tels que l'eau, les soins de santé et l'éducation constitueront des priorités.

Compte tenu des conditions climatiques qui règnent dans le pays, les abris doivent constamment être réparés et remplacés. La transition vers des structures semi-permanentes, qui a déjà été entamée, devra être appuyée afin de veiller à ce que les personnes relevant de la compétence du HCR vivent dans des logements décentes.

| Stratégie et activités |

En 2013, le HCR continuera à diriger l'intervention humanitaire en faveur des populations réfugiées au Libéria, en étroite coordination avec le Gouvernement, les institutions des Nations Unies et d'autres organisations humanitaires. Il contribuera au renforcement de la capacité d'asile du pays et s'efforcera de prévenir l'apatridie et la traite d'êtres humains. Une surveillance régulière des besoins de protection dans les villages et les camps sera entreprise par le biais

Objectifs et cibles prioritaires en 2013

Besoins de base et services essentiels

- L'état de santé de la population est amélioré.
 - ☞ Le taux de malnutrition aiguë parmi les réfugiés est inférieur à 5 pour cent.
 - ☞ Le taux de mortalité des enfants réfugiés de moins de 5 ans est inférieur à 1,5 pour 1 000 par mois.
 - ☞ Environ 85 pour cent des personnes relevant de la compétence du HCR ont accès à un traitement antirétroviral.
- La population a un accès optimal à l'éducation.
 - ☞ Tous les enfants âgés de 6 à 13 ans sont scolarisés dans le primaire.
 - ☞ Tous les adolescents âgés de 14 à 17 ans sont scolarisés dans le secondaire.
 - ☞ Environ 60 pour cent des jeunes de 15 à 24 ans suivent une formation agréée.

- Des abris et des infrastructures sont construits, améliorés et entretenus.
 - ☞ Environ 70 pour cent des ménages vivent dans des logements décentes.
 - ☞ Le taux d'occupation est limité à cinq personnes par abri.

Autonomisation et autogestion communautaires

- L'autosuffisance et les moyens de subsistance sont améliorés.
 - ☞ Environ 20 pour cent des entrepreneurs âgés de 18 à 59 ans conservent leur emploi indépendant pendant plus de 12 mois.

Solutions durables

- Tout le potentiel en matière de rapatriement librement consenti est réalisé.
 - ☞ Toutes les personnes désireuses de regagner leur pays le font dans la sécurité et la dignité.

Présence du HCR en 2013

□ Nombre de bureaux	4
□ Effectifs totaux	137
Internationaux	17
Nationaux	94
JEA	2
VNU	15
Autres	9

de l'organisme gouvernemental, la Commission de rapatriement et de réintégration des réfugiés libériens.

Les nouveaux arrivants seront enregistrés et leurs données seront mises à jour dans les meilleurs délais. Le HCR s'attachera en priorité à identifier et à aider les enfants séparés ou non accompagnés. Il veillera également à ce que des mesures de prévention et de traitement de la violence sexuelle et sexiste soient mises en place.

En 2013, le HCR estime qu'environ 70 pour cent des réfugiés vivront dans des camps. Il continuera donc à les encourager et à les aider à s'installer dans des camps regroupés, tout en leur offrant une assistance multisectorielle.

L'accent sera mis sur la recherche de solutions durables. L'intégration sur place des réfugiés ivoiriens n'étant pas envisagée en 2013, le HCR prévoit de faciliter le rapatriement librement consenti d'une dizaine de milliers d'entre eux. Par ailleurs, il relancera les négociations avec le Gouvernement concernant l'intégration sur place des réfugiés sierra-léonais qui ont été exemptés de l'application des clauses de cessation en 2008.

La réinstallation sera principalement employée comme instrument de protection. En 2013, le HCR prévoit de soumettre 180 demandes à des pays d'accueil.

○ Contraintes

Le climat socio-politique et les conditions de sécurité qui règnent en Côte d'Ivoire continuent d'avoir un impact direct sur la situation de l'asile au Libéria, ainsi que sur les perspectives de rapatriement des réfugiés ivoiriens. L'importance des précipitations et la faiblesse des infrastructures ne sont que quelques-unes des difficultés logistiques auxquelles le HCR est confronté. L'état déplorable du réseau national d'électricité contraint l'Organisation à être hautement dépendante de générateurs pour mener à bien ses opérations. Par ailleurs, la situation

économique générale du pays nuit également à la réintégration des rapatriés libériens.

Organisation et mise en œuvre

○ Coordination

Le nombre de partenaires d'exécution du HCR a été réduit entre 2011 et 2012, du fait de la diminution de la population réfugiée et donc de ses besoins. Ce processus devrait se poursuivre en 2013.

Informations financières

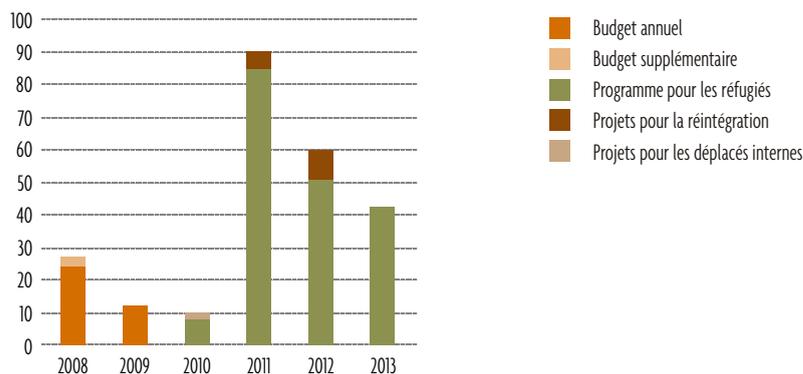
Alors que les besoins financiers du HCR au Libéria avaient décliné entre 2007 et 2011, la crise ivoirienne a contraint l'Organisation à accroître sa capacité opérationnelle, entraînant une hausse des budgets en 2011 et 2012. En 2013, le budget du HCR s'élèvera à 42,5 millions de dollars E.-U. et couvrira le transport et la réintégration des rapatriés libériens, la fourniture de biens et services essentiels aux réfugiés ivoiriens et le renforcement des capacités des pouvoirs publics à gérer les questions d'asile.

Conséquences d'un manque de financement

- La fourniture de biens et services essentiels, tels que les abris de transition, l'éducation et les services sociaux, ne pourrait être correctement effectuée.
- Les services liés à l'eau, à l'assainissement, à l'hygiène, à la santé et à la nutrition ne seraient pas améliorés, ce qui aggraverait le risque de paludisme et d'épidémies de rougeole et de choléra.
- Le financement insuffisant des initiatives en faveur de l'autosuffisance inciterait les personnes relevant de la compétence du HCR à adopter des mécanismes de survie tels que la prostitution et le travail des enfants.

Budget du HCR au Libéria 2008 – 2013

Millions (dollars E.-U.)



Budget 2013 du HCR pour le Libéria (dollars E.-U.)

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE	PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	PROJETS POUR LA RÉINTÉGRATION PILIER 3	TOTAL
Environnement de protection favorable			
Droit et politique générale	252 816	0	252 816
Assistance juridique et recours	832 533	0	832 533
Sous-total	1 085 349	0	1 085 349
Processus de protection et documents adéquats			
Enregistrement et établissement de profils	666 616	0	666 616
Détermination du statut de réfugié	402 816	0	402 816
Enregistrement et documents d'état civil	213 800	0	213 800
Sous-total	1 283 232	0	1 283 232
Sécurité face à la violence et à l'exploitation			
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	1 533 378	0	1 533 378
Protection des enfants	1 709 647	0	1 709 647
Sous-total	3 243 026	0	3 243 026
Besoins de base et services essentiels			
Santé	3 799 778	0	3 799 778
Santé procréative et services liés au HIV	805 631	0	805 631
Nutrition	1 023 232	0	1 023 232
Sécurité alimentaire	492 801	0	492 801
Eau	1 095 660	0	1 095 660
Assainissement et hygiène	1 718 388	0	1 718 388
Abris et infrastructure	2 077 842	0	2 077 842
Articles ménagers de base	1 352 816	0	1 352 816
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	463 800	0	463 800
Éducation	4 884 972	0	4 884 972
Sous-total	17 714 918	0	17 714 918
Autonomisation et autogestion communautaires			
Mobilisation communautaire	819 432	0	819 432
Ressources naturelles et environnement commun	1 547 231	0	1 547 231
Autosuffisance et moyens d'existence	3 301 259	0	3 301 259
Sous-total	5 667 922	0	5 667 922
Solutions durables			
Retour volontaire	1 162 541	0	1 162 541
Intégration	702 816	0	702 816
Réinstallation	352 601	0	352 601
Sous-total	2 217 958	0	2 217 958
Direction, coordination et partenariats			
Coordination et partenariats	769 832	0	769 832
Relations avec les donateurs et mobilisation des ressources	188 800	0	188 800
Sous-total	958 632	0	958 632
Appui à la logistique et aux opérations			
Logistique et chaîne d'approvisionnement	6 116 660	0	6 116 660
Gestion des opérations, coordination et appui	4 221 078	0	4 221 078
Sous-total	10 337 738	0	10 337 738
Total	42 508 774	0	42 508 774
Budget 2012 révisé (au 30 juin 2012)	50 698 779	8 850 442	59 549 221

PARTENAIRES

Partenaires d'exécution

Organismes gouvernementaux

Commission de rapatriement et de réintégration des réfugiés libériens

ONG

Africa Humanitarian Action

Care International

Caritas

Childfund International

Comité international de secours

Community Health Education and Social Services

Conseil danois pour les réfugiés

Conseil norvégien pour les réfugiés

International Emergency and Development Aid

Logistics Services Liberia

Medical Emergency Relief Cooperative International

Medical Emergency Relief International

Norwegian Church Aid

Save the Children UK

Special Emergency Activity to Restore Children's Hope

Partenaires opérationnels

Organismes gouvernementaux

Bureau de l'immigration et de la naturalisation

Ministère de la Santé et des Affaires sociales

ONG

Oxfam